Le Conseil,

Vu le rapport du 17 mai 2000, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Dans le cadre de la politique de développement social urbain, inscrite dans le contrat de ville 2000-2006, la Communauté urbaine a mis en place des chefs de projet dans différents quartiers de l'agglomération.

Le coût de leur poste est financé à parité par la Communauté urbaine et les Communes concernées, déduction faite des subventions de l'Etat et ce, pour la durée du contrat de ville.

La rémunération payée par la Communauté urbaine, dans le cadre des allocations versées à des contractuels, comprend la rémunération principale, les primes, l'ensemble des charges salariales et patronales ainsi que les frais de déplacements.

Le coût prévisionnel annuel de la mission de chaque chef de projet varie en fonction de l'indice de traitement de chacun d'entre eux et des frais divers liés aux postes. Il s'établit comme suit :

- Bron-Parilly	361 999 F
- Bron-Terraillon	362 890 F
- Décines Charpieu-le Prainet	342 244 F
- Fontaines sur Saône	300 000 F
- Lyon 3° et 7°	367 713 F
- Lyon 8°	366 818 F
- Lyon 9°	350 652 F
- Meyzieu-les Plantées	368 436 F
- Oullins-la Saulaie	391 239 F
- Pierre Bénite	344 904 F
- Rillieux la Pape	361 683 F
- Saint Fons-l'Arsenal	359 297 F
- Saint Fons-les Clochettes	316 392 F
- Saint Priest-Bellevue	337 806 F
- Saint Priest-Bel Air	318 258 F
- Vaulx en Velin	403 568 F

Le coût global annuel de ces postes, sous maîtrise d'ouvrage communautaire, est estimé en année pleine, valeur 1999, à environ 5 653 899 F avec le montage financier suivant :

- Etat (prévisionnel)	1 413 474,75 F
- Communes	2 120 212,13 F
- Communauté urbaine	2 120 212,13 F

Ce montage financier est proposé pour les années 2000 à 2003, année où sera fait un bilan d'étape du contrat de ville. En conséquence, le coût de ces postes suivra l'évolution de l'indice applicable aux agents de la fonction publique territoriale.

En ce qui concerne la Communauté urbaine, ces dépenses sont incluses dans la masse salariale.

Dans le cas où les subventions de l'Etat seraient différentes des montants prévisionnels estimés, les sommes restant à la charge des collectivités seraient ajustées en conséquence sur la base du maintien de la parité financière entre la Communauté urbaine et la Commune.

Dans le cadre de l'application de leur contrat de ville, les communes de Feyzin, de Neuville sur Saône et de Saint Genis Laval ont mis en place, avec la participation de la Communauté urbaine et de l'Etat, un chef de projet chargé du suivi des actions. Le montage financier est également proposé pour les années 2000 à 2003.

Concernant Feyzin, le coût annuel de la mission, cofinancée par l'Etat, la Communauté urbaine et la commune de Feyzin et gérée par cette dernière, est estimé à 380 000 F comprenant la rémunération principale, les charges ouvrières et patronales et les frais de mission.

La mission serait financée à parts égales par la Communauté urbaine et la commune de Feyzin, déduction faite de la subvention de l'Etat, soit :

- Etat (subvention)	95 000 F
- Communauté urbaine	142 500 F
- commune de Feyzin	142 500 F

Concernant Neuville sur Saône, le coût annuel de la mission, cofinancée par l'Etat, la Communauté urbaine et la commune de Neuville sur Saône et gérée par cette dernière, est estimé à 235 000 F comprenant la rémunération principale, les charges ouvrières et patronales et les frais de mission.

La mission serait financée à parts égales par la Communauté urbaine et la commune de Neuville sur Saône, déduction faite de la subvention de l'Etat, soit :

- Etat (subvention)	70 000 F
- Communauté urbaine	82 500 F
- commune de Neuville sur Saône	82 500 F

Concernant Saint Genis Laval, le coût annuel de la mission, cofinancée par l'Etat, la Communauté urbaine et la commune de Saint Genis Laval et gérée par cette dernière, est estimé à 184 000 F (coût valeur 1999) comprenant la rémunération principale, les charges ouvrières et patronales et les frais de mission.

La mission serait financée à parts égales par la Communauté urbaine et la commune de Saint Genis Laval, déduction faite de la subvention de l'Etat, soit :

- Etat (subvention)	46 000 F
- Communauté urbaine	69 000 F
- commune de Saint Genis Laval	69 000 F

Dans le cas où les subventions de l'Etat seraient différentes des montants prévisionnels estimés, les sommes restant à la charge des collectivités seraient ajustées en conséquence sur la base du maintien de la parité financière entre la Communauté urbaine et la Commune ;

B - Propose de délibérer comme suit ;

Vu ledit dossier ;

Où l'avis de ses commissions urbanisme, habitat et développement social, finances et programmation et ressources humaines ;

DELIBERE

1° - Approuve :

a) - les modalités de financement des postes de chef de projet de Bron, de Décines Charpieu, de Fontaines sur Saône, de Lyon, de Meyzieu, d'Oullins, de Pierre Bénite, de Rillieux la Pape, de Saint Fons, de Saint Priest et de Vaulx en Velin, tels qu'elles lui ont été exposées,

b) - le versement d'une participation financière pour la moitié du coût de la mission du poste de chef de projet à Feyzin, à Neuville sur Saône et à Saint Genis Laval pour les années 2000 à 2003, la rémunération de cette participation intervenant sur la base d'une parité avec la Commune, déduction faite de la subvention d'Etat.

2° - Autorise

 monsieur le président à :

a) - signer les conventions de participation financière à passer avec les communes de Bron, de Décines Charpieu, de Fontaines sur Saône, de Lyon, de Meyzieu, d'Oullins, de Pierre Bénite, de Rillieux la Pape, de Saint Fons, de Saint Priest et de Vaulx en Velin jusqu'à la fin 2003,

b) - solliciter auprès de l'Etat les subventions correspondantes et ce, au taux maximum,

c) - signer les conventions bipartites de participations financières, avec les communes de Feyzin, de Neuville sur Saône et de Saint Genis Laval.

3° - Les dépenses correspondantes seront prélevées sur les crédits inscrits au budget principal de la Communauté urbaine - exercice 2000 - compte 628 780 - fonction 824. Celles des années ultérieures seront à imputer au budget principal de la Communauté urbaine de l'année concernée.

4° - Les recettes seront inscrites sur les crédits ouverts au budget principal de la communauté urbaine de Lyon - exercice 2000 - compte 641 900 - fonction 824 - pour les subventions de l'Etat et les participations des Communes. Celles des années ultérieures seront à inscrire au budget principal de la Communauté urbaine de l'année concernée.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,